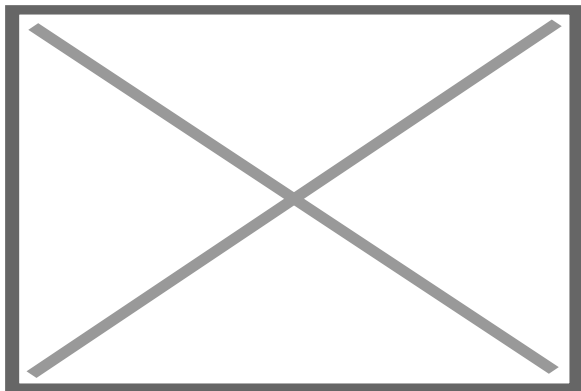


10 choses que les Palestiniens ne peuvent pas faire Ã cause de lâ??occupation israÃ©lienne

Description

Elle affecte presque tous les aspects de leur vie

Adam Hamze â?? 29 dÃ©cembre 2016 â?? Huffington Post



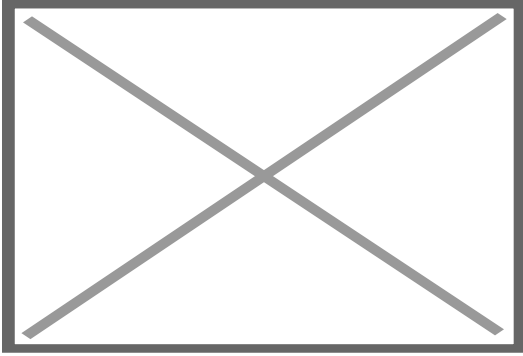
Pictures Ltd./Corbis via Getty images.

Manifestation Ã Londres le 17 novembre 2012 contre les attaques israÃ©liennes Ã Gaza.

Le gouvernement israÃ©lien et quelques personnalitÃ©s politiques amÃ©ricaines attaquent lâ??administration Obama pour avoir laissÃ© passer une rÃ©solution du Conseil de SÃ©curitÃ© de lâ??ONU qui condamne les colonies israÃ©liennes dans les territoires palestiniens occupÃ©s. John Kerry, le secrÃ©taire dÃ©tÃ©tat a Ã©tÃ© confrontÃ© Ã une nouvelle explosion de courroux, mercredi, lorsquâ??il a dit que les colonies Ã©taient une menace sur les perspectives de paix dans la rÃ©gion. Pourtant, une des raisons pour lesquelles lâ??administration a dÃ©cidÃ© de dÃ©noncer fermement les colonies est quâ??elles sont vraiment un Ã©lÃ©ment clef de lâ??occupation israÃ©lienne â?? qui aura bientÃ´t 50 ans dâ??existence. Lâ??occupation affecte presque tous les aspects de la vie des Palestiniens en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et Ã JÃ©rusalem Est.

Voici comment :

1. Les Palestiniens ne peuvent vivre hors de la prÃ©sence de lâ??armÃ©e israÃ©lienne

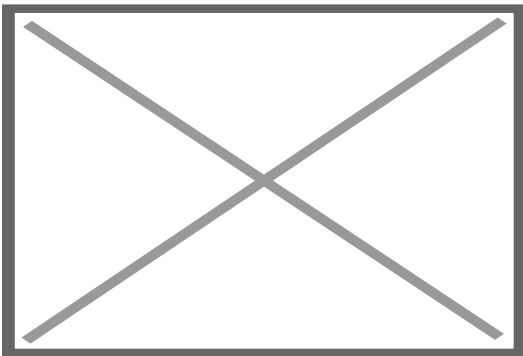


Peter Turnley/Corbis/vcg via Getty images

Des soldats israéliens arrêtent un enfant palestinien dans le cadre d'une confrontation à Hebron, West Bank.

Lorsque le conflit Israël-Palestine est désigné par le terme « occupation », « ce n'est pas au sens figuré des territoires palestiniens occupés, en particulier la Cisjordanie et Jérusalem Est, font l'objet de patrouilles constantes et de contrôle de la part de l'armée israélienne. Ces soldats armés ont été accusés de battre, d'arrêter et de torturer des Palestiniens. Breaking The Silence, une organisation d'anciens soldats israéliens qui sont critiques de l'occupation a avancé que les Forces de Défense Israéliennes ont intentionnellement tué des civils lors de la dernière guerre contre Gaza. Les soldats imposent les checkpoints, les barrages routiers, les couvre-feux et d'autres restrictions.

2. Les Palestiniens de Gaza n'ont pas le contrôle du flux de marchandises et de fournitures.



Anadolu Agency/Getty images

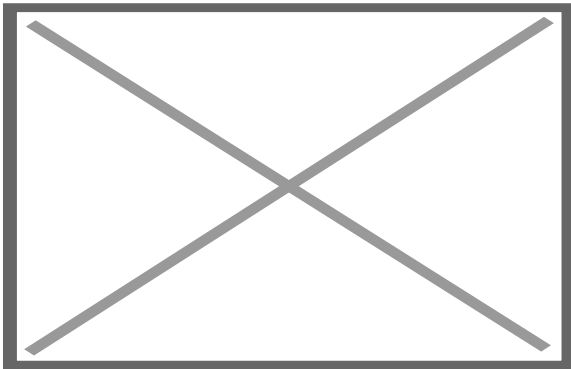
Des travailleurs palestiniens manifestent à Gaza contre le blocus israélien, le 27 décembre 2016.

Israël maintient un blocus intégral sur Gaza, qui lui permet de contrôler ce qui entre et sort du territoire. Des représentants israéliens disent que le blocus vise à empêcher le Hamas, un groupe politique militant qui a pris le pouvoir sur le territoire en 2007, d'acquiescer des armes mais la pression sur les importations et exportations s'étend aussi à la nourriture et aux médicaments.

Des documents gouvernementaux montrent que de 2007 à 2010, l'armée israélienne a calculé le nombre de calories nécessaires aux gens de Gaza pour éviter la malnutrition. Des critiques disent que ce calcul était destiné à limiter la fourniture d'alimentation à Gaza, une accusation que le gouvernement israélien réfute. La limitation alimentaire a causé une inflation à Gaza.

Le blocus restreint aussi la livraison de matériaux, tels le bois et le métal nécessaires à la reconstruction de structures comme les écoles et les hôpitaux démolis pendant les guerres précédentes avec Israël. En 2011, un panel de l'ONU a statué que le blocus constituait une punition collective et une violation du droit international.

3. Les Palestiniens n'ont pas le contrôle de l'accès à l'eau dans les territoires occupés



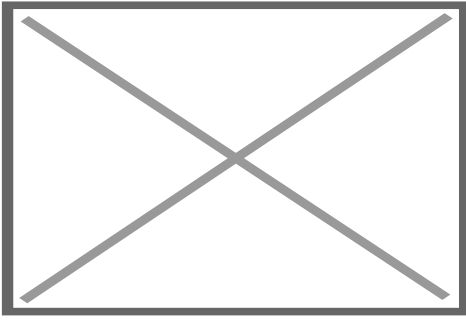
Abed Rahim Khatib/Anadolu Agency/Getty images

Un enfant palestinien remplit son bidon en présence de coupures d'eau à Rafah dans la bande de Gaza, le 28 août 2014.

Depuis 1967, qui a marqué le début de l'occupation militaire, Israël contrôle l'accès à l'eau dans les territoires palestiniens occupés. L'essentiel de l'eau des deux principales sources de ces territoires va aux zones israéliennes. La pénurie d'eau est fréquente en Cisjordanie et la qualité de l'eau est médiocre à Gaza, selon B'Tselem, l'organisation israélienne de défense des droits humains.

Lorsque la demande d'eau s'accroît pendant les mois d'été, les colonies ont la priorité, c'est ce qu'a découvert Amnesty International. Les Palestiniens passent parfois des jours ou des mois en pénurie d'eau. Les habitants de Bethlehém disent avoir fait l'expérience de 40 jours sans eau courante ce qui a eu des effets sur la possibilité de se laver, de boire, de cuisiner et de cultiver la terre. Les Palestiniens ont souvent recours à l'eau stockée, possiblement malsaine ou à l'eau en bouteilles, possiblement coûteuse.

4. Les Palestiniens manquent d'accès à des soins salvateurs



Momen Faiz/Getty images

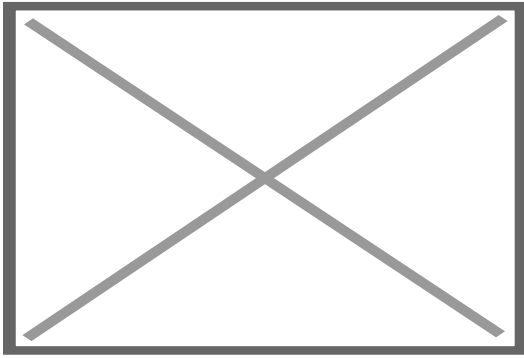
Des Palestiniennes organisent une manifestation pour réclamer le dépistage précoce du cancer du sein à Gaza, le 12 octobre 2015.

Du fait du blocus, de nombreux hôpitaux de la bande de Gaza connaissent un manque critique d'équipement et de ressources. Pour le traitement du cancer, qui se fait difficilement à Gaza, les Palestiniens doivent demander à Israël la permission de se rendre ailleurs, généralement en Israël, où le traitement existe. Les responsables israéliens ne donneront l'autorisation de déplacement qu'à des patients en situation d'urgence humanitaire et de danger de mort», a dit un représentant du bureau du Premier Ministre à Haaretz.

Même lorsque l'accès est garanti, le processus peut être long, cher et bureaucratique. De fait beaucoup de Palestiniens dont le cancer avait été diagnostiqué, dont des enfants, sont restés cloués à Gaza où les hôpitaux manquent de ressources. Et Israël en a bombardé de nombreux lors des guerres passées.

Israël a refusé des permis de se déplacer à des centaines de Palestiniennes souffrant de cancer du sein, selon le *Middle East Monitor*. Au cours des dix premiers mois de 2016, 548 Palestiniennes ont fait une demande de permis de déplacement pour avoir accès au traitement du cancer du sein et 287 se sont vu opposer un refus sans explication et, pour 125 d'entre elles, des raisons de sécurité ont été avancées pour le refus. Plus de 1 200 femmes souffrent de cancer du sein à Gaza, soit juste un peu moins de 20% de tous les cas de cancer de Gaza.

5. Les Palestiniens n'ont pas le droit de vivre dans les colonies israéliennes des territoires occupés



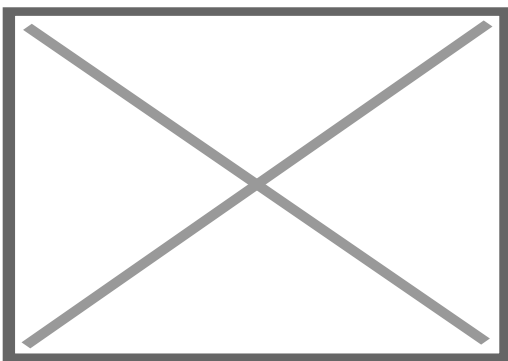
Baz Ratner/Reuters

Un Palestinien passe devant une colonie israélienne en Cisjordanie, le 28 décembre 2016.

Les Palestiniens qui ne sont pas citoyens d'Israël n'ont pas le droit de vivre dans les colonies ni même de s'y rendre, selon Diana Buttu, ancienne conseillère juridique de l'Organisation de Libération de la Palestine.

La population israélienne des colonies s'est accrue de 21% entre 2009 et 2015, atteignant presque 600 000 personnes en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Cela s'ajoute le fait que la plupart des routes entre les colonies et autour d'elles sont réservées aux Israéliens, ce qui rend les déplacements difficiles pour ces derniers. Des milliers de maisons palestiniennes ont été démolies pour permettre à ces colonies d'exister.

6. La plupart des Palestiniens n'ont pas la jouissance des droits attachés à la citoyenneté



Moustafa Hassona/Anadolu Agency/Getty images

Une Palestinienne montre sa carte d'identité à un checkpoint à la frontière égyptienne le 7 septembre 2016.

Les Palestiniens vivant sous occupation israélienne sont de fait un peuple sans État et, pour la plupart, ils n'ont accès à la citoyenneté dans aucune nation souveraine.

Les Palestiniens qui résident à Jérusalem Est sont techniquement éligibles à la citoyenneté, mais Israël n'a accordé la citoyenneté qu'à environ la moitié des candidats palestiniens, de 2003 à 2013. Et le processus de demandes ne s'est pratiquement pas interrompu au cours des

trois dernières années, selon un rapport du Times d'Israël. Les habitants palestiniens de Jérusalem n'ont le droit de vote qu'aux élections municipales.

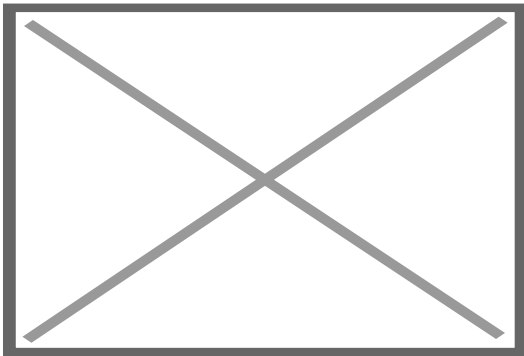
Pour les habitants palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, l'obtention de la citoyenneté est pratiquement impossible. Même pour des Palestiniens dont un parent est israélien, c'est difficile. Être marié à un-e Israélien-ne ne garantit pas le droit de vivre en Israël.

En vertu de la loi du retour, tout juif non israélien ou toute personne liée à un juif non-israélien peut presque automatiquement obtenir la nationalité israélienne. Aux réfugiés palestiniens qui ont fui Israël durant la guerre de 1948 est refusée cette opportunité et ils ne peuvent récupérer la terre et les biens qu'ils ont été forcés de laisser derrière eux.

C'est particulièrement important lorsqu'il s'agit du droit de vote en Israël. Les professionnels de la politique et les politiques qu'ils mettent en oeuvre ont un impact direct sur la vie des Palestiniens, mais sans la nationalité israélienne les Palestiniens ne peuvent prendre part aux élections nationales.

Cependant, pour l'Autorité Palestinienne, un corps gouvernemental qui a quelque autorité dans une partie de la Cisjordanie, les dernières élections présidentielles remontent à 2005.

7. Les Palestiniens n'ont pas de procédures judiciaires ni droits civils égaux à ceux des Israéliens.



Issam Rimawi/Anadolu agency/Getty images

Un soldat israélien s'apprête à frapper des Palestiniens qui se sont interposés à une tentative d'arrestation d'un enfant.

Les Palestiniens peuvent être emprisonnés sans accusation pour une durée allant jusqu'à six mois, sous le régime israélien de « détention administrative ». Au bout des six mois, les autorités israéliennes sont autorisées à renouveler la détention pour une durée illimitée. C'est une violation du droit international selon B'Tselem.

De nombreux Palestiniens détenus sont des militants, des protestataires, des acteurs politiques ou des journalistes, ce qui fait dire à des groupes de défense des droits humains qu'Israël tente de réduire au silence les dissidents. En avril, près de 700 Palestiniens étaient en détention administrative, dont beaucoup vaguement accusés d'être terroristes. Des centaines de mineurs étaient aussi incarcérés. Certains détenus en détention administrative ont été torturés, d'après Amnesty International.

Alors que les Israéliens sont obligatoirement conduits devant un juge dans les 48 heures suivant leur arrestation, les Palestiniens peuvent attendre jusqu'à huit jours. Les Palestiniens sont jugés dans

des tribunaux militaires alors que les colons israéliens vivant dans les mêmes territoires ont des procès dans des tribunaux civils israéliens.

À chaque étape du processus de justice pénale, les Palestiniens sous occupation ont moins de droits. Leurs procès peuvent être plus longs, le seuil de condamnation est plus bas pour eux et leurs peines sont plus longues que pour des Israéliens, à dit similaire. En 2011, le taux de condamnation de Palestiniens dans ces tribunaux militaires était de presque 100%.

8. Les Palestiniens ne peuvent se déplacer dans, en dehors ou à travers les territoires occupés sans restriction.

Des Musulmans palestiniens en attente à un checkpoint israélien à Hebron, Cisjordanie, 1er juillet 2016.

Israël a mis en œuvre, depuis des dizaines d'années, des restrictions sévères aux déplacements à l'intérieur et vers l'extérieur des territoires palestiniens occupés, ce qui rend difficile aux Palestiniens d'aller et venir dans cet espace.

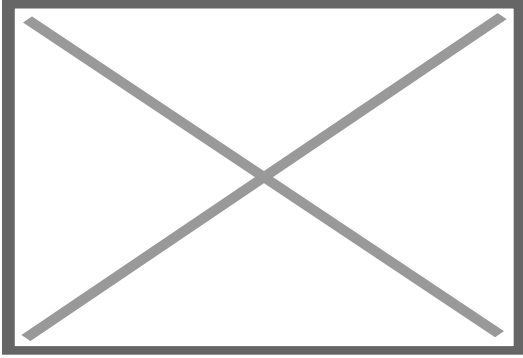
Des checkpoints militaires et des barrages routiers sont disséminés dans toute la Cisjordanie et à Jérusalem Est, et, dans certains de ces barrages les Palestiniens doivent faire jusqu'à cinq heures de queue pour leurs déplacements quotidiens. Il y a presque 100 checkpoints permanents selon B'Tselem. Les checkpoints ont été placés sur des routes à la suite d'attaques terroristes mais aussi après des jets de pierres par des enfants. À tout checkpoint, les soldats d'occupation peuvent arbitrairement refuser le passage, ce qui rend presque impossible d'aller travailler, de rendre visite à de la famille et de prévoir des déplacements. Des Palestiniens sont morts à des checkpoints en se rendant à l'hôpital de l'autre côté, après un rapport de l'ONU.

Entrer dans les territoires palestiniens occupés et les quitter est aussi difficile pour les Palestiniens. La frontière avec l'Égypte est rarement ouverte et il y a une liste d'attente de 30 000 personnes pour la franchir. Le passage par la frontière du nord est à la discrétion des autorités israéliennes. Il est très difficile de voyager de la bande de Gaza à la Cisjordanie. Des restrictions supplémentaires ont affecté le passage par la Jordanie, cette année, où davantage de permis de déplacement sont refusés.

De nombreuses personnes qui essaient de partir sont des étudiants ou des gens qui ont besoin de traitements médicaux.

Entrer dans les territoires occupés est difficile aussi pour un étranger, même pour les Palestiniens nés ou vivant à l'étranger. Des citoyens américains rapportent avoir été discriminés en essayant d'aller dans les territoires occupés et les arrestations et interrogatoires ne sont pas rares. Pour les militants et les journalistes, pénétrer dans les territoires est particulièrement problématique.

9. Les Palestiniens ne jouissent pas d'une protection égale du droit du travail.



Ammar Awad/Reuters

Un travailleur palestinien transporte du bois sur un chantier dans une colonie israélienne de Cisjordanie, 14 mars 2011.

En 2007, la Cour Suprême israélienne a voté une loi donnant accès aux travailleurs palestiniens employés par des entreprises israéliennes à la protection du droit du travail israélien. Mais une nouvelle réglementation datant de septembre exige des Palestiniens un acompte initial auprès du tribunal avant de poursuivre des employeurs pour avoir enfreint le droit du travail. La cherté de l'acompte et la longueur du processus font qu'il est plus dur pour les Palestiniens de contester un traitement inique. Les travailleurs étrangers, dont beaucoup sont palestiniens, occupent la plupart des emplois d'ouvriers et de service dans l'économie israélienne.

Les Palestiniens qui travaillent pour des entreprises israéliennes dans les colonies ont fait l'expérience de violations des normes applicables par les employeurs israéliens. Human Rights Watch a documenté des incidents liés au travail d'enfants dans des entreprises des colonies ainsi que d'autres abus, tels le refus des prestations sociales et des paies en dessous du salaire minimum.

10. Les Palestiniens ne peuvent pas s'attarder dehors le soir.

Des soldats israéliens patrouillent dans une rue vide dans le cadre de l'application d'un couvre-feu à Hebron, Cisjordanie, juillet 2009.

L'armée israélienne a imposé à certains moments des couvre-feux aux Palestiniens. Les couvre-feux sont généralement mis en place les jours de fêtes juives comme Rosh Hachanah en octobre ou à la suite de confrontations entre Palestiniens et forces armées israéliennes.

Les représentants israéliens justifient ces couvre-feux par la nécessité de mesures de sécurité, mais des observateurs des droits humains tels B'Tselem disent que les couvre-feux constituent une punition collective et une violation du droit international. Les couvre-feux sont souvent la conséquence de protestations contre l'occupation elle-même.

Cette liste des obstacles auxquels les Palestiniens font face est cause de l'occupation n'est pas exhaustive et il y a beaucoup d'autres problèmes de droits humains et de restrictions imposés aux non-Israéliens en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem Est. Des groupes de

d'offense des droits humains comme Amnesty International, Human Right Watch et Bâ??Tselem ont fait Ã©tat des aspects de lâ??occupation qui violent ou mÃ©prisent le droit international et les droits humains. On ne voit pas de signe qu'IsraÃ«l envisage de mettre fin Ã lâ??occupation Ã court terme.

Traduction SF pour lâ??Agence Media Palestine

Source: [Huffington Post](#)

date crÃ©e
2017/01/02